

Le Socialiste

42e année - Rs 5.00 - No 10773 - JEUDI 29 FÉVRIER 2024 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Naveena Ramyad
trouve impératif
que le pays
passe à une ère
manufacturière
plus verte



Page 3

La ministre des Coopératives met l'accent sur la formation continue des coopérateurs



Page 3

FOOTBALL



Un ancien joueur suédois d'Arsenal hospitalisé et sous respirateur après s'être effondré chez lui

Page 8



Envoi de troupes occidentales en Ukraine : l'idée d'Emmanuel Macron fait bondir les voisins européens

Page 4



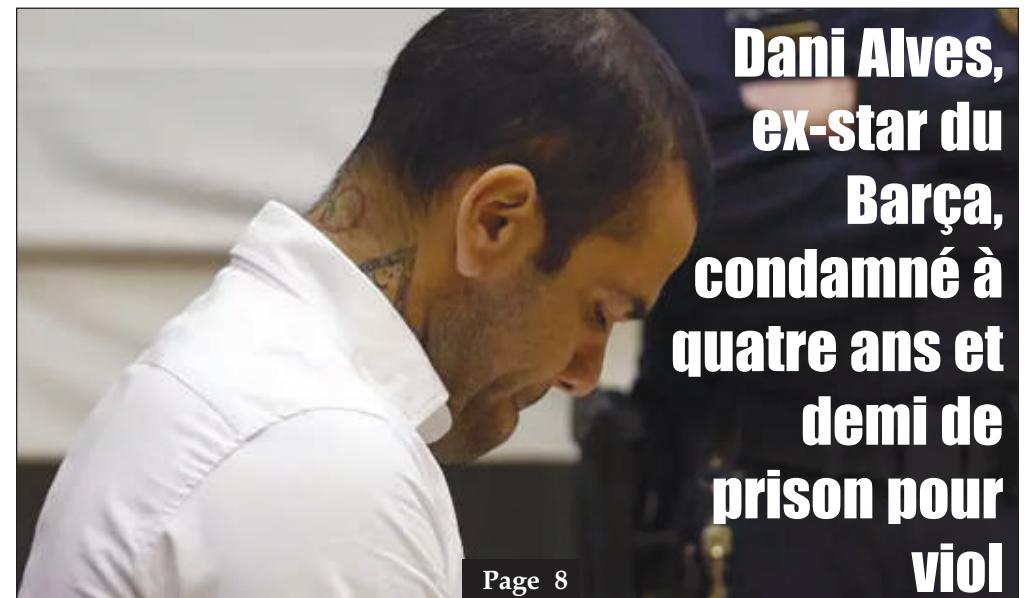
Le Sénat américain valide l'enveloppe de 60 milliards de dollars pour l'Ukraine

Page 5



Saira Banu rend un hommage sincère au chanteur légendaire Pankaj Udhas

Page 7



Dani Alves, ex-star du Barça, condamné à quatre ans et demi de prison pour viol

Page 8

A la télé aujourd'hui



11:56	LE JOURNAL DE LA MI-JOURNÉE
12:22	BARBARITA, LES COULEURS DE L'AMOUR
13:12	FIERCE ANGEL
13:38	L'EMPIRE DU MENSONGE
15:01	SAMACHAR
17:32	THE GARDENER'S DAUGHTER
18:01	SAMACHAR
18:33	WAGLE KI DUNIYA
18:57	SWARAN GHAR
19:31	LE JOURNAL TELEVISE
20:32	THE PERFECT PAIRING
21:54	BARBARITA
22:42	THE GARDENER'S DAUGHTER
23:34	LE JOURNAL TELEVISE



16:44	AKTIV
16:58	KONKOUR SANTE PATRIOTIK
17:58	L'EMPIRE DU MENSONGE
18:28	AMOUR SECRET
18:58	ZOURNAL KREOL
19:18	RODRIG PROG : PLAT DU CHEF : POULET MOUTARD
19:38	SON LADAN MEM : BLACK POWER
19:58	SUR LA PISTE DU PARAKEET
21:01	KONKOUR SANTE PATRIOTIK
21:53	PAROLES AGRICOLES : ENGAGEMENT DANS L'AGRICULTURE
22:20	MOTS & ECRITS : ANGKUSH POONYE
22:42	PROFIL
22:55	LA JOURNEE SOUS LE REGARD DU SEIGNEUR
23:01	ZOURNAL KREOL
23:21	KOZE ZOM
23:55	RODRIG PROG : ROD'ART



12:00	EK BAAR MOOKURA DO SAYINGS RADHA KRISHNA
14:58	SAYINGS RADHA KRISHNA
15:00	SAMACHAR
15:30	BADKI MALKAIN
16:00	JIIAJI CHHAT PAR HAIN
16:44	JIIAJI CHHAT PAR HAIN
17:31	RADHA KRISHNA - PUNAR MILAN
17:53	SAYINGS RADHA KRISHNA
18:00	SAMACHAR
18:30	TARK VITARK
19:02	BHOJPURI DHAMAKA
19:32	THEATRE
20:03	CHIKITSA AUR SWASTHYA
20:32	DOSTI
23:08	JIIAJI CHHAT PAR HAIN
23:30	YEH TERI GALIYAN
23:51	YEH TERI GALIYAN



13:04	KISMAT KI LAKIRON SE
13:33	KABHI KABHIE ITTEFAQ SEY
14:03	SHAURYA AUR ANOKHI KI KAHANI
18:02	SAMACHAR
18:32	SAYINGS RADHA KRISHNA
18:33	KUNDALI BHAGYA
19:02	UDAARIYAN
19:32	KUCH RANG PYAR KE AISE BH
20:01	SAYINGS RADHA KRISHNA
20:02	SASURAL SIMAR KA 2
21:02	ANUPAMAA
22:01	SAYINGS RADHA KRISHNA
22:04	KISMAT KI LAKIRON SE
23:03	SHAURYA AUR ANOKHI KI KAHANI



12:49	EUROPE REVEALED
13:31	BUSINESS AFRICA
14:00	JURASSIC PLANET
15:02	HI OPIE!
15:27	TUTI TUTI CORY BOLIDES
15:42	ZOONICORN
15:57	INSPECTEUR GADGET
16:19	ADVENTURES IN DUCKPORT
18:08	MOTORWEEK
18:35	CHOICES: DARE TO DREAM
18:50	PLANET A
19:06	ARTS UNVEILED
20:05	L'AMOUR A MORT
20:32	NEWS
20:53	HERITAGES
21:45	THE JUMANJI : NEXT LEVEL
23:48	CLOSE UP

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélémy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr
Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Automobile : la nouvelle R5 électrique de Renault dévoilée au salon de Genève

Le constructeur français sera la vedette du salon de l'automobile de Genève, avec la présentation en avant-première mondiale, de sa très attendue R5 100% électrique. Un enjeu industriel et commercial puisque Renault a annoncé sa volonté de ne vendre que des modèles électriques en Europe à partir de 2030.

C'est le retour du salon de l'auto à Genève ce lundi. Le rendez-vous n'était pas réapparu depuis son annulation en 2020 au moment de l'épidémie de Covid-19. Il sera une édition marquée par l'absence de très nombreux constructeurs, mais c'est une aubaine pour Renault. Le constructeur français sera la vedette du salon, avec la présentation en avant-première mondiale, de sa très attendue R5 100% électrique. Un enjeu industriel et commercial puisque Renault a annoncé sa volonté de ne vendre que des modèles électriques en Europe à partir de 2030.

La R5 doit être la voiture qui remplace la Zoé. Pour ce faire, c'est dans le patrimoine de la marque que Luca de Meo, patron de Renault depuis



bientôt 4 ans est allé piocher. Fiat 500, Mini, dans le secteur automobile, le vintage est souvent payant. Le risque est mesuré, estime Renaud Kayanakis du cabinet Sia Partners. "C'est une tendance de marché, sur les années 1970-1980. Et donc du coup, le pari de retour nostalgique n'est pas trop risqué. Il y a un vrai enjeu pour Renault sur l'association de ce design un peu nostalgique avec de la technologie de pointe d'aujourd'hui et le passage à l'électrification du parc de

véhicules", explique-t-il à Europe

Un prix d'environ 25.000 euros

La R5 qui sera dévoilée ce lundi coûtera environ 25.000 euros, soit 25% de moins que la Zoé mais ce sera plus que la eC3 de Citroën. La citadine de Renault sortira elle d'une usine française, celle de Douai, dans le Nord, dont les lignes de production verront arriver dans les mois qui viennent une autre icône modernisée : la 4L.

Le plan de sauvetage de Casino validé par le tribunal de commerce de Paris

Le tribunal de commerce de Paris a validé lundi le plan de sauvegarde du distributeur Casino, ouvrant la voie à la restructuration de sa dette et à sa reprise par un consortium emmené par le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky.

Le tribunal de commerce de Paris a validé lundi le plan de sauvegarde du distributeur Casino, ouvrant la voie à la restructuration de sa dette et à sa reprise par un consortium emmené par le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky.

Le groupe employant environ 50.000 personnes en France était entré fin octobre en procédure de sauvegarde accélérée afin de restructurer son endettement devenu intenable. "Il y a lieu d'adopter le projet de plan de sauvegarde accélérée présenté par la société" Distribution Casino France, a jugé le tribunal.



"Redonner des moyens" au groupe

La validation du plan de sauvegarde de Casino par le tribunal de commerce de Paris lundi va permettre "de redonner des moyens et par la même du souffle" à un groupe "redimensionné, réorganisé et désendetté", s'est réjoui le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky.

"Le chemin sera encore long, avec des moments difficiles et requerra beaucoup d'efforts de tous, mais je ne doute pas du succès de notre mission", a observé l'homme d'affaires dans un communiqué du consortium de repreneurs comptant aussi le milliardaire Marc Ladreit de Lacharrière et le fonds Attestor.

Le moral des ménages français est reparti à la baisse en février

Les français sont pessimistes concernant leur avenir, ils prévoient une baisse de leur niveau de vie en raison du contexte actuel.

Les français en ce début 2024 sont mis à rudes épreuves, entre les grèves à répétition de la SNCF, des taxis et de la police, la mobilisation agricole, l'inflation grimpante et l'approche des JO. Le contexte particulier a provoqué une rechute du moral des ménages français en février après plusieurs mois d'embellie, perdant deux points sur un mois pour s'établir à 89, bien en dessous de sa moyenne historique fixée à 100, a indiqué mardi l'Insee. Au cours du deuxième mois de l'année, la proportion de ménages «estimant que les prix vont accélérer» dans les douze prochains mois a fortement

rebondi (+7 points, après un recul de 5 points en janvier), détaille l'Institut national de la statistique et des études économiques. La part de ménages qui

jugent opportun d'effectuer des achats importants a elle nettement reculé (-5 points), effaçant sa progression de janvier (+5 points) et demeurant «bien au-dessous de sa moyenne de long terme», selon le communiqué de l'Insee.

Les ménages pessimiste pour la suite Les ménages sont également plus pessimistes sur leur situation financière future (l'indicateur en question perd trois points) et leur capacité d'épargne actuelle (-4 points). En février, la part des ménages qui considèrent que le niveau de vie en France va s'améliorer au cours des douze

prochains mois s'est aussi repliée (-4 points) et l'indicateur «reste bien inférieur à sa moyenne de longue période».

Même si l'indicateur mesurant les craintes des Français par rapport au chômage a augmenté de quatre points en février, il reste en dessous de sa moyenne historique, détaille encore l'Insee. Le moral des ménages, plombé successivement par la pandémie de Covid-19 et le retour d'un niveau d'inflation inédit depuis les années 1980 en France, n'a plus atteint sa moyenne de long terme depuis octobre 2021. Depuis octobre 2023, où il s'était établi à 85 points, il n'avait cependant cessé de remonter en novembre (88), décembre (89) et janvier (91).

La ministre Ramyad vise à conduire Maurice vers une ère manufacturière plus verte

Le gouvernement est déterminé à favoriser un environnement propice aux entreprises pour qu'elles puissent prospérer face à l'évolution des demandes du marché, tout en maintenant leur compétitivité. L'accent est mis sur le développement durable et l'investissement dans l'énergie verte, la transition vers une Maurice plus propre et la sauvegarde des ressources marines pour atténuer les risques liés au changement climatique.

C'était l'essentiel du message de la ministre du Développement industriel, des PME et des Coopératives, Naveena Ramyad, mardi, lors de l'ouverture d'un atelier d'une journée sur « Accélérer la transition vers une économie nette zéro et respectueuse de la nature à Maurice » (NZNPA), à l'hôtel Ravenala Attitude à Baclava.

La Coordonnatrice résidente des Nations Unies pour Maurice et les Seychelles, Lisa Simrique Singh ; des représentants d'associations professionnelles ; et d'autres personnalités étaient présents à cette occasion.

Dans son discours, la ministre Ramyad



a souligné l'objectif central du projet NZNPA visant à accélérer la décarbonation du secteur manufacturier à Maurice. Le projet, soutenu par une subvention du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), vise à propulser le secteur vers une économie positive pour la nature, sans émissions nettes, en améliorant sa compétitivité tout en favorisant la conscience environnementale, a-t-elle souligné. Soulignant l'importance de s'aligner sur les réglementations mondiales et de promouvoir la durabilité, elle a souligné l'impératif pour Maurice de passer à un paysage manufacturier plus vert.

En outre, soulignant le rôle primordial du secteur manufacturier, la ministre a décrété ses contributions multiformes à l'économie mauricienne. Remarquée pour sa contribution aux recettes en devises, à la création d'emplois et à l'amélioration du niveau de vie, elle a déclaré que le secteur reste la pierre angulaire de la croissance. La diversification dans des secteurs tels que l'agroalimentaire et la bijouterie met en évidence sa capacité d'adaptation, tandis que sa solide reprise post-Covid témoigne de sa détermination, a-t-elle ajouté.

Naveena Ramyad a par ailleurs insisté

sur l'évolution du secteur vers des activités de haute technologie, notamment la production de vêtements haut de gamme, de dispositifs médicaux et de produits pharmaceutiques. Cette diversification, a-t-elle déclaré, souligne l'engagement de Maurice en faveur du progrès technologique et de l'innovation, la positionnant favorablement sur le marché mondial. Alors que le projet NZNPA ouvre la voie à un avenir manufacturier plus vert, elle a félicité les capitaines de l'industrie pour leur engagement inébranlable en faveur de la durabilité et de la résilience, soulignant l'impératif d'efforts collectifs pour un avenir durable et prospère.

Pour sa part, Lisa Singh a souligné l'importance d'un environnement sain pour le développement durable, reconnaissant les obstacles potentiels posés par le changement climatique et les conditions cycloniques au progrès du secteur manufacturier. Elle a plaidé pour le renforcement de la résilience de la nation face à de tels défis et a exprimé sa gratitude au gouvernement pour son dévouement à répondre aux besoins et aux priorités du pays.

La formation continue et l'éducation des coopérateurs sont indispensables, déclare la ministre des Coopératives

Dans ses efforts visant à consolider davantage le mouvement coopératif par l'éducation et la formation, le National College of Cooperatives (NCC) a organisé un atelier d'une journée axé sur le thème « Coopérative pour le développement durable » pour une centaine de coopérateurs et entrepreneurs.

La cérémonie d'ouverture s'est tenue, cette semaine, en présence de la ministre du Développement industriel, des PME et des Coopératives, Naveena Ramyad, à Bois-Marchand, Terre Rouge. Le directeur du NCC, Sanjeev Coonjobeeharry, était également présent à cette l'occasion.

S'adressant aux participants, la ministre Ramyad a appelé leur volonté et leur détermination à continuer à apprendre et à s'adapter aux nouvelles normes de créativité et d'innovation. « La formation et l'éducation continues des coopérateurs sont indispensables », a-t-elle déclaré. « Le NCC, a-t-elle observé, joue un rôle clé pour assurer l'apprentissage et le perfectionnement continu des coopérateurs en

offrant une vaste gamme de cours de formation bien adaptés aux besoins des apprenants. »

De même, elle a déclaré que le gouvernement mettait à la disposition des coopérateurs une panoplie de facilités pour les accompagner et leur permettre de se développer. Elle a ainsi exhorté les sociétés coopératives à profiter des différents dispositifs et programmes mis à leur disposition par le Gouvernement tout en soulignant le rôle important du NCC dans la facilitation de l'accès à l'éducation et à la formation.

Parlant de la contribution remarquable des femmes dans le mouvement coopératif, la ministre a exprimé sa satisfaction en constatant une augmentation considérable du nombre de femmes entrepreneures disposées à se lancer dans le secteur. À cet effet, elle les a exhortés à exprimer leurs besoins, leurs revendications et leurs points de vue concernant l'évolution des coopératives.

Naveena Ramyad a réitéré son soutien à continuer de soutenir des organisations



telles que le NCC afin de leur permettre d'exploiter leur potentiel et, à terme, de devenir un centre d'excellence pour la formation et l'éducation des coopérateurs.

Quant à Sanjeev Coonjobeeharry, il a souligné la pertinence de la formation continue et de l'éducation pour les personnes impliquées dans les domaines de l'entrepreneuriat et des coopératives. En ce qui concerne l'atelier, il a souligné son objectif

principal qui est de doter les participants des connaissances et des compétences requises qui, à leur tour, les prépareront à adopter des pratiques commerciales durables.

"L'atelier", a-t-il ajouté, "est animé par un groupe d'experts de diverses institutions privées et publiques, à savoir l'Université de Maurice, Mission Verte, Smart Agriculture et Palette World Ltd.

Le président Roopun parle d'un voyage collectif vers une communauté sans drogue

Une réunion des parties prenantes sur le projet du Groupe de travail sur le bien-être communautaire (CWTF) « Favoriser la résilience dans les communautés : briser les cycles », une initiative de l'Unité de soutien aux citoyens (CSU) et du Secrétariat national aux drogues du Cabinet du Premier ministre, s'est ouverte mardi au Conseil municipal de Port-Louis, en présence du Président de la République de Maurice, Prithvirajsingh Roopun, et du Lord Maire de Conseil municipal de Port-Louis, Mamode Issop Nujuraully.

Dans une déclaration, le président Roopun a salué l'initiative du CWTF et a rappelé que le projet est mis en œuvre suite à l'une des recommandations de la commission d'enquête du gouvernement sur le trafic de drogue. « L'initiative CWTF repose sur l'engagement inébranlable de toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé. Ce n'est pas seulement un projet ; il s'agit d'un voyage collectif vers une communauté sans drogue et autonome. Chaque individu, organisation et institution joue un rôle crucial dans sa réussite », a-t-il déclaré.

Il a ajouté que les membres de la commu-

nauté constituent la base, s'engageant activement dans des campagnes de sensibilisation, des initiatives de réduction des méfaits et des solutions communautaires. Quant aux ONG locales et aux organisations confessionnelles, elles apportent leur expertise et leurs connaissances locales, favorisant ainsi la confiance et la collaboration. Les parties prenantes institutionnelles fournissent des ressources, un soutien politique et une expertise cruciale, permettant des interventions efficaces, a-t-il déclaré.

Parlant du fléau de la drogue, le président Roopun a observé que la consommation de drogue explose dans de nombreux pays, ajoutant que la production, le trafic et la consommation illégales de drogues augmentent et se propagent à un rythme alarmant. En outre, l'émergence de nouveaux mélanges de médicaments s'est révélée plus nocive pour la santé, a-t-il indiqué.

La nécessité de créer une synergie entre toutes les parties prenante, à savoir le gouvernement, la police, la société civile, les ONG et le secteur privé a également été soulignée par le Président. « En unissant nos forces et en nous engageant en faveur de cette vision commune,

nous pouvons construire une communauté plus résiliente et plus autonome, une communauté où les individus s'épanouissent et où les drogues n'ont pas leur place », a-t-il ajouté. Selon lui, il est donc important que toutes les parties prenantes comprennent leur rôle dans cette entreprise et s'engagent à fournir le plus haut niveau d'engagement dans le projet.

Le maire, Mamode Issop Nujuraully, a pour sa part insisté sur les conséquences désastreuses de l'abus de drogues, non seulement sur les individus qui en abusent, mais aussi sur leurs familles et amis, diverses entreprises et ressources gouvernementales. Reconnaissant l'engagement du gouvernement à lutter contre ce fléau, il a souligné que cette initiative nécessite des ressources durables, des cadres politiques solides et une volonté politique inébranlable pour créer un changement à long terme. La création de la Commission d'enquête par le gouvernement sur le trafic de drogue à Maurice et les efforts constants pour mettre en œuvre ses recommandations ainsi que les saisies nombreuses et spectaculaires de drogue par la police et la Mauritius Revenue Authority sont des preuves incontestables de la volonté du gouvernement en la matière, a-t-il dit.

Le projet CWTF

L'une des recommandations de la Commission d'enquête sur les drogues lancée en 2018 est d'impliquer les membres de la communauté dans la lutte contre la drogue. La sensibilisation doit être créée à tous les niveaux afin que les citoyens puissent prendre des initiatives en faveur de la prévention de la consommation de drogues. Le CWTF est un voyage collaboratif dans lequel les communautés s'engagent pour lutter contre ce fléau.

La CSU s'engage à travailler avec les communautés pour une autonomisation holistique. À cet égard, la CSU mettra initialement en œuvre le CWTF dans sept régions en collaboration avec des ONG locales, des organisations confessionnelles et des acteurs institutionnels afin d'influencer positivement les déterminants et de donner à la communauté les moyens d'assurer une résilience et un développement durables. Cette initiative sera financée par le Secrétariat national aux drogues du Cabinet du Premier ministre.

Envoi de troupes occidentales en Ukraine : l'idée d'Emmanuel Macron fait bondir les voisins européens

C'est un revers pour le Président de la République. L'Allemagne, l'Espagne, l'Italie ou encore la Suède s'élèvent contre la dernière prise de parole d'Emmanuel Macron. Lundi soir, le chef de l'Etat a dit envisager la possibilité d'envoyer des troupes occidentales sur le sol ukrainien.

«Envoyer de manière officielle, assumée et endossée des troupes au sol» en Ukraine ne doit désormais pas «être exclu», a lancé lundi 26 février Emmanuel Macron. Le chef de l'Etat a pris la parole devant une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement européens pour la plupart, réunis à l'initiative du président français à l'Elysée dans le cadre d'une conférence internationale de soutien à l'Ukraine. Emmanuel Macron a appelé les alliés de l'Ukraine à un «sursaut» pour garantir la «défaite» de la Russie. «Nous ferons tout ce qu'il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre», a-t-il déclaré.

Le revers de l'Otan contre Emmanuel Macron

Le président de la République a dit «assumer» d'entretenir une «ambiguïté stratégique» quant à l'envoi de troupes en Ukraine. C'est la première fois depuis le début de la guerre en Ukraine, le 24 février 2022, que cette option est mentionnée par la France. Pourtant, cette question n'était pas à l'ordre du jour de la conférence, a assuré le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, à la sortie de la réunion. «On ne peut rien exclure dans une guerre» qui se déroule «au cœur de l'Europe», a déclaré de son côté le Premier ministre, Gabriel Attal, mardi matin.



Très vite, l'annonce d'Emmanuel Macron a fait réagir les pays voisins. L'envoi de troupes en Ukraine n'est «pas d'actualité pour l'instant», a indiqué le Premier ministre suédois, Ulf Kristersson. «Pour l'instant, nous sommes occupés à envoyer du matériel avancé à l'Ukraine (et ce) de différentes manières», a poursuivi l'homme à la tête de la Suède, pays qui devrait prochainement devenir le 32e membre de l'Otan. Le chancelier allemand Olaf Scholz a affirmé de son côté qu'«aucun soldat» ne serait envoyé en Ukraine par des pays d'Europe ou de l'Otan. «Ce qui a été décidé entre nous dès le début continue à être valide pour l'avenir», à savoir «qu'il n'y aura aucune troupe au sol, aucun soldat envoyé ni par les Etats européens, ni par les Etats de l'Otan sur le sol ukrainien», a poursuivi le chef du gouvernement allemand, présent lundi soir à l'Elysée.

Varsovie et Prague se sont eux aussi positionnés contre l'envoi de soldats en Ukraine, tout comme Londres qui n'envisage pas de «déploiement à grande échelle» de troupes en Ukraine. Madrid non plus

n'est «pas d'accord» avec l'idée lancée par Emmanuel Macron. Le gouvernement italien a souligné que l'aide occidentale à l'Ukraine «ne prévoit» pas le déploiement de troupes occidentales. Quant à l'Otan, elle a indiqué n'avoir «aucun projet» d'envoi de troupes de combat à l'Ukraine, comme l'a affirmé mardi à l'AFP un responsable de l'alliance.

Une présence française sur le sol ukrainien ne franchirait pas le seuil de belligérance

En France, les oppositions se sont dressées contre le projet d'Emmanuel Macron, et ce, de façon unanime. «La guerre contre la Russie serait une folie», a réagi le patron de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, dans la nuit. «Cette escalade verbale belliqueuse d'une puissance nucléaire contre une autre puissance nucléaire majeure est déjà un acte irresponsable», a-t-il poursuivi sur X (ex-Twitter).

«Cette position est-elle vraiment réfléchie ?», s'est interrogé le premier secrétaire des LR, Eric Ciotti. Le chef du

RN, Jordan Bardella a quant à lui accusé le chef de l'Etat de «perdre son sang-froid». C'est une «folie» aussi pour le leader du PS, Olivier Faure qui a demandé à Emmanuel Macron «une rencontre avec les dirigeants des partis politiques» et «un débat stratégique éclairé» au Parlement. Ce dernier devrait avoir lieu prochainement : l'Elysée a annoncé mardi dans un communiqué que le gouvernement devrait bien-tôt réaliser une déclaration «relative à l'accord bilatéral de sécurité conclu avec l'Ukraine le 16 février». Cette dernière sera suivie d'un débat et d'un vote.

Mardi 27 février, devant les députés réunis pour une séance de questions au gouvernement, le chef de la diplomatie française, Stéphane Séjourné a indiqué que les Occidentaux devaient «envisager de nouvelles actions de soutien à l'Ukraine» et notamment «la production d'armes (...) sur le territoire ukrainien». «Certaines de ces actions pourraient nécessiter une présence sur le territoire ukrainien sans franchir le seuil de belligérance», a assuré le ministre des Affaires étrangères.

De son côté, le Kremlin a prévenu mardi matin qu'envoyer des troupes en Ukraine ne serait «pas dans l'intérêt» des Occidentaux. «Ce n'est absolument pas dans l'intérêt de ces pays. Ils doivent en être conscients», a indiqué Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin devant des journalistes, pour qui les dernières déclarations d'Emmanuel Macron sont «un nouvel élément très important» dans le conflit. En cas de présence militaire occidentale en Ukraine, «nous ne devrions pas parler de probabilité, mais d'inévitabilité» d'un conflit direct entre l'Otan et la Russie, a estimé le Kremlin.

Qatar : L'émir entame pour la première fois une visite d'Etat en France

La libération des otages à Gaza et la relance du processus pour la création d'un Etat palestinien vont être au menu des discussions à l'Elysée

Paris et Doha vont œuvrer pendant deux jours au renforcement de leurs relations bilatérales. L'émir du Qatar Tamim ben Hamad Al-Thani entame en effet ce mardi une visite d'Etat en France, centrée notamment sur la libération des otages à Gaza et la relance du processus pour la création d'un Etat palestinien.

Cette première visite d'Etat d'un émir du Qatar depuis 15 ans, et la première pour Tamim ben Hamad Al-Thani depuis son accession au trône en 2013, «constitue un honneur fait à la France et illustre la profondeur des liens qui unissent nos deux pays», a souligné lundi l'Elysée.

Kylian Mbappé au dîner d'Etat

L'émir est attendu à 16 heures à l'Elysée pour un entretien avec Emmanuel Macron suivi de la signature d'accords et d'un dîner d'Etat, a indiqué la présidence française. Le capitaine de l'équipe de France de football et attaquant vedette du PSG, Kylian Mbappé, ainsi que le président du club parisien, l'homme d'affaires Nasser Al-Khelaïfi, membre du premier cercle de l'émir, devraient faire partie des invités d'honneur, selon le journal Le Parisien.

Les deux dirigeants vont s'entretenir de la libération des otages à Gaza, «priorité» absolue de la France dont trois ressortissants sont encore aux mains du Hamas, Doha jouant un rôle central dans les négociations en cours et celles pour un cessez-le-feu. Le Qatar accueille d'ailleurs sur son



sol la direction politique du Hamas et s'active avec les Etats-Unis et l'Egypte pour tenter d'obtenir un arrêt des combats avec Israël.

Une prochaine visite de Rachida Dati à Doha

L'émirat est aussi un «partenaire central dans les efforts de stabilisation de la région

» alors que le conflit entre Israël et le Hamas menace de déborder au Liban, déjà secoué par une paralysie politique et une grave crise économique, relève Paris.

Au deuxième jour mercredi de la visite d'Etat, les Premiers ministres Gabriel Attal et Mohammed ben Abdelrahmane Al-Thani présideront un Forum économique sur les

opportunités d'investissements entre les deux pays dans l'intelligence artificielle, la décarbonation, les semi-conducteurs, les biotechnologies et la santé. Paris et Doha vont également acter une relance de leurs relations culturelles avec une prochaine visite de la ministre de la Culture, Rachida Dati, au Qatar.

Le Canada dévoile un projet de loi visant à lutter contre la haine en ligne

Dans l'objectif de protéger les enfants des prédateurs en ligne, le gouvernement de Justin Trudeau va mettre en place une autorité de régulation de la sécurité numérique qui obligera les réseaux sociaux à supprimer rapidement les contenus incriminés.

À près des textes similaires en Irlande, Allemagne et en France (entre autres), le Canada a dévoilé, lundi, un projet de loi visant à lutter contre la haine en ligne, qui va obliger les réseaux sociaux à supprimer rapidement les contenus incriminés et qui propose une peine de perpétuité pour l'incitation au génocide. Une nouvelle autorité de régulation de la sécurité numérique serait chargée de faire appliquer ces règles visant des entreprises telles que Facebook, X et Pornhub.

Pour le gouvernement libéral du premier ministre Justin Trudeau, ce projet de loi a



pour but également de protéger les enfants des prédateurs en ligne.

«A l'heure actuelle, il est trop facile pour les compagnies de réseaux sociaux de détourner le regard alors que la haine et l'exploitation prolifèrent sur leurs plateformes», a déclaré Arif Virani, le ministre de

la Justice. «Ce projet de loi les obligera à faire leur part et à protéger les gens des méfaits et de l'exploitation.»

Une «attaque contre la liberté d'expression» dénoncée par les conservateurs

En vertu de ce projet de loi dit C-63, les Canadiens pourraient signaler des con-

tenus et demander leur retrait rapide.

Pour le chef conservateur Pierre Poilievre, ce projet de loi est une «attaque contre la liberté d'expression». Il estime par ailleurs que le gouvernement Trudeau n'a pas à décider de ce qui constitue un «discours haineux».

La législation canadienne intervient alors que la Cour suprême américaine étudie actuellement la constitutionnalité de lois interdisant aux réseaux sociaux de bloquer des utilisateurs. Ces lois ont été adoptées par la Floride et le Texas dans le but de juguler la «censure» des opinions conservatrices dont les élus républicains accusent régulièrement les géants d'Internet.

Les versions précédentes du projet de loi canadien, proposé pour la première fois en 2021, ont été critiquées par les groupes de défense des libertés civiles, qui leur reprochaient d'étouffer la liberté d'expression.

Le Sénat américain valide l'enveloppe de 60 milliards de dollars pour l'Ukraine

Le Sénat américain, à majorité démocrate, a adopté mardi l'enveloppe de 60 milliards de dollars pour l'Ukraine voulue Joe Biden ainsi que des fonds destinés à Israël et Taïwan. Le texte n'a cependant aucune chance de passer l'épreuve de la Chambre des représentants, où les élus républicains proches de Donald Trump ont annoncé qu'ils s'opposeraient au déblocage de nouveaux fonds pour Kiev.

Un coup d'épée dans l'eau ? Le Sénat américain a adopté mardi 13 février une enveloppe de 60 milliards de dollars pour l'Ukraine ainsi que des fonds destinés à Israël et Taïwan, un texte que le président de la Chambre des représentants a rejeté par avance.

Malgré tout, ce nouveau pas du Congrès vers l'adoption d'une aide à Kiev, bloquée depuis plusieurs mois, a été saluée par le président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui s'est dit "reconnaissant" envers les sénateurs américains.

"Pour nous, en Ukraine, la poursuite de l'aide américaine permet de sauver des vies humaines de la terreur russe", alors que "nous luttons pour la liberté, la démocratie", a déclaré Volodymyr Zelensky sur X (ex-Twitter).

Démocrates et républicains se déchirent depuis des mois au Congrès américain sur la question de l'aide à l'Ukraine – alliée des États-Unis, en guerre avec la Russie depuis près de deux ans. Les démocrates sont, dans leur immense majorité, en faveur de cette aide. Les républi-



cains, eux, sont divisés entre faucons interventionnistes, pro-Ukraine, et lieutenants de Donald Trump, bien plus isolationnistes.

En pleine campagne présidentielle, l'équation s'est transformée en bras de fer à distance entre le président Joe Biden, qui réclame de toute urgence ces nouveaux fonds, et Donald Trump, qui prétend que s'il était réélu en novembre, il réglerait la guerre entre la Russie et l'Ukraine "en 24 heures" – sans vraiment expliquer comment.

"Sinon, ce sera l'Amérique d'abord !"

Alors, qu'importe que le président démocrate soutienne le projet, ou qu'il ait exhorté le Congrès à "l'adopter rapidement". Dans ces tractations, c'est son prédécesseur et rival probable à l'élection présidentielle qui a le dernier mot.

Lundi soir, Mike Johnson, chef des républicains à la Chambre des représentants et fidèle de Donald Trump, a assuré que le texte négocié par les sénateurs ne serait pas

examiné en l'état dans son hémicycle. "Le projet de loi sur l'aide aux pays étrangers du Sénat reste muet sur le problème le plus urgent auquel notre pays est confronté", a fustigé Mike Johnson dans un communiqué, faisant référence à la crise migratoire à la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

Les républicains demandent, en échange de l'adoption d'une aide à Kiev, un renforcement important de la politique migratoire. Et "en l'absence de toute modification" de la part du Sénat sur le sujet, "la Chambre des représentants continuera de travailler selon sa propre volonté sur ces questions importantes", a-t-il assuré.

Mike Johnson, comme nombre de républicains au Congrès, suit les directives de Donald Trump, qui a affirmé samedi que les États-Unis devaient "arrêter de donner de l'argent sans espérer être remboursés".

Le candidat républicain a aussi jeté un pavé dans la mare en assurant qu'il "encouragerait" la Russie à s'en prendre aux pays de l'Otan si ceux-ci ne payaient pas leur part, suscitant une pluie de critiques de l'autre côté de l'Atlantique. "Nous aidons l'Ukraine pour plus de 100 milliards de dollars de plus que l'Otan", a martelé Donald Trump lundi soir sur son réseau, Truth Social. "L'Otan doit égaliser, et maintenant", a-t-il exigé. "Sinon, ce sera l'Amérique d'abord !", a-t-il lancé, en référence à la doctrine isolationniste qu'il a placée au cœur de sa politique étrangère entre 2017 et 2021.

La Hongrie ratifie l'adhésion de la Suède à l'Otan, après des mois de blocage



La Hongrie a finalement donné son feu vert à l'adhésion de la Suède à l'Otan lundi, après des mois de blocage. Le vote du Parlement hongrois marque la fin d'un long processus et permet à la Suède de franchir la dernière étape avant de rejoindre l'Alliance atlantique.

Fin du blocage. Le Parlement hongrois a approuvé lundi 26 février l'accession de la Suède à l'Otan, ultime étape pour le pays nordique désireux de rejoindre l'Alliance atlantique depuis l'invasion russe de l'Ukraine.

"Aujourd'hui est un jour historique", a écrit sur X le Premier ministre suédois Ulf Kristersson. "La

Suède est prête à assumer ses responsabilités en matière de sécurité euro-atlantique", pratiquement deux ans après avoir entamé le processus d'adhésion, a-t-il ajouté.

La Suède, qui avait annoncé en même temps que la Finlande sa candidature dans la foulée de l'offensive russe en Ukraine, va devenir le 32e membre de l'Otan et mettre fin à plus de 200 ans de non-alignement militaire.

La candidature de Stockholm a été approuvée à une écrasante majorité par les députés hongrois (188 sur 199), qui ont ainsi levé le dernier obstacle à cette adhésion.

Celle-ci rendra l'Alliance atlantique "plus forte", a estimé lundi le secrétaire général Jens Stoltenberg. Des propos dont s'est fait l'écho le chancelier allemand Olaf Scholz, soulignant que cette décision "renforce notre alliance de défense et avec elle la sécurité de l'Europe et du monde".

Route chaotique pour Stockholm

L'attente aura été longue et la route chaotique pour Stockholm : aux

tractations avec la Turquie, conclues par un vote positif en janvier, se sont ajoutés les atermoiements du dirigeant nationaliste hongrois Viktor Orban, le dernier réfractaire.

Dans les rues de la capitale suédoise, la nouvelle a été accueillie positivement.

"Je suis très soulagée car nous l'attendions (l'entrée de la Suède dans l'Otan, ndlr) depuis si longtemps", a réagi Ingrid Lindskog, une retraitée de 73 ans, auprès de l'AFP.

Quelle sera la réaction des Russes ? "La seule chose à laquelle nous pouvons nous attendre avec certitude, c'est qu'ils n'aiment pas que la Suède devienne membre de l'Otan, ni que la Finlande soit membre de l'Otan", a commenté le Premier ministre suédois en conférence de presse.

À l'ouverture de la session parlementaire, Viktor Orban a salué la récente visite de son homologue suédois Ulf Kristersson, étape essentielle pour bâtir "une relation juste et respectueuse entre les deux pays",

au-delà des "divergences d'opinion".

"L'entrée de la Suède dans l'Otan va renforcer la sécurité de la Hongrie", a-t-il ajouté, appelant les députés à procéder à la ratification.



PUBLIC NOTICE

Winding up of 'SI SOFTWARE SERVICES LTD Pension Scheme', administered by the State Insurance Company of Mauritius

The Financial Services Commission wishes to inform the public that 'SI SOFTWARE SERVICES LTD Pension Scheme', a deemed to be licensed private pension scheme under section 58 of the Private Pension Schemes Act 2012, and administered by the State Insurance Company of Mauritius, has been terminated with effect from 01 October 2023.

20 February 2024

Financial Services Commission
FSC House, 54 Cybercity
Ebene, 72201 Mauritius
T: (+230) 403-7000 F: (+230) 467-7172
E: fscmauritius@intnet.mu
www.fscmauritius.org



La consommation de gaz au plus bas depuis 30 ans en France

La consommation de gaz des Français est tombée en 2023 à son plus bas niveau depuis les années 1990, sous la barre des 400 térawattheures, selon le bilan annuel de GRTgaz. Le gestionnaire du réseau l'explique par un climat plus doux, des efforts de sobriété et des changements de comportement liés à la transition énergétique.

Jamais les Français n'avaient utilisé si peu de gaz. En 2023, la consommation nationale - particuliers, entreprises, grands industriels, centrales électriques - s'est établie à 381 térawattheures (TWh), selon le bilan annuel du gestionnaire du réseau de transport de gaz GRTgaz, publié ce mardi 27 février. Soit une baisse de -11,4% sur l'année et, surtout, un niveau qui n'avait plus été vu depuis les années 1990, a indiqué à la presse Sandrine Meunier, la nouvelle directrice générale de GRTgaz. « C'est un élément important qui démontre une vraie évolution de la consommation de gaz », a-t-elle ajouté.

Le repli est même qualifié d'« historique » sur les deux dernières années. Car la consommation a reculé de 20% rien qu'entre 2021 et 2023 - elle avait été de 474 TWh en 2021 et 430 TWh en 2022. Le pic de consommation remonte, lui, à 2010 avec 547 TWh de gaz consommé.

Nouveaux comportements

Cette tendance à la baisse observée depuis 2021, avec la flambée des prix du gaz sur les marchés de gros, s'est confirmée en 2023 « malgré une stabilisation des prix du gaz en Europe et un retour à leurs niveaux d'avant-guerre en Ukraine », indique GRTgaz. Le prix moyen du gaz sur les marchés selon l'indice du TTF néerlandais - considéré comme la référence européenne du gaz - s'affiche à 22 euros le mégawattheure (MWh) actuellement. C'est deux fois moins qu'en 2023 (43 euros) et 5 fois et demi moins que pendant l'année 2022 (121 euros), marquée par une flambée inédite après la guerre en Ukraine et la réduction drastique des approvisionnements de Moscou vers l'Europe.

Cette baisse « reflète de nouveaux comportements en matière de sobriété et d'usages », souligne GRTgaz dans un communiqué. Elle s'explique ainsi, selon le gestionnaire, par les effets cumulés d'un climat plus doux, d'efforts de sobriété et d'un moindre recours au gaz pour produire de l'électricité. « Nous commençons à voir apparaître des substitutions entre énergies », a également indiqué Sandrine Meunier. Autrement dit, certains usages industriels, reposant habituellement sur le gaz, commencent à s'électrifier.

Forte baisse du côté des industriels

Dans le détail, la consommation des distributions publiques (ménages, tertiaire, petite industrie) a baissé de -6,5% en 2023 par rapport à 2022, à 253 TWh, en données corrigées du climat. Un recul similaire à celui observé entre 2021 et 2022 (-6,2%).

La consommation des grands clients industriels énergivores (chimie, verre, etc) recule de -7,4% à 103,8 TWh, après -11,5% en 2022. Depuis 2021, la baisse atteint -18,2%, traduisant le fait que certains industriels, avec la hausse des prix, ont « arrêté des process industriels ».

Un recul généralisé en Europe

En 2022, la baisse de la consommation nationale gazeuse avait été moins importante (-9,3%), mais l'année avait été marquée par un recours record au gaz pour alimenter les centrales thermiques afin de pallier l'indisponibilité de



nombreux réacteurs nucléaires touchés par des problèmes de corrosion. Grâce à la remontée du nucléaire en 2023, la consommation de gaz pour produire de l'électricité est revenue au niveau de 2021 à 36 TWh, en baisse de 40% par rapport à 2022.

La baisse de la consommation de gaz n'est pas propre à la France mais commune à l'échelle européenne. Elle est en effet tombée en 2023 à son plus bas niveau depuis dix ans sur le Vieux continent, selon une étude du groupe de réflexion international IEEFA (Institute for Energy Economics and Financial Analysis) publiée mercredi dernier. Cela s'explique par le fait que « les pays intensifient leurs mesures d'efficacité énergétique et le déploiement des énergies renouvelables », indique l'organisme dans son rapport.

La demande européenne de gaz a diminué surtout ces deux dernières années, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, pointe l'IEEFA. Elle a ainsi baissé de 20%, avec des réductions les plus fortes en Allemagne, et en Italie et, hors UE, au Royaume-Uni, précise le document. L'Europe a cherché à s'adapter après la fermeture des expéditions d'hydrocarbures russes par gazoduc et s'est tournée davantage vers le gaz naturel liquéfié (GNL), transporté par bateau.

Pas de dégringolade pour les toutes prochaines années

Reste que l'invasion russe n'est pas la seule raison. Comme pour la consommation française, le facteur météo a joué, tout comme le raccordement de toujours plus d'énergies renouvelables. Français et Européens ont aussi rationalisé leurs usages, par souci écologique et en raison de la flambée des prix en 2022.

Malgré cette chute spectaculaire, GRTgaz demeure confiant pour les toutes prochaines années. « Sur les années 2024-2025, nous serons plutôt sur une tendance stable de la consommation de gaz en France, anticipe Sandrine Meunier. Nous ne pressentons pas une dégringolade qui s'accentuerait dans les années à venir », a-t-elle affirmé.

NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that GLOBAL ZERO FOOTPRINT LTD, a domestic company and having its registered office at CAMP MARAZ, PLAINES DES PAPAYES, Mauritius is to be removed from the Register of Companies under Section 309(1) (d) of the Companies Act 2001.

That the Company has ceased to carry on business and has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001.

That any objection to the removal under Section 312 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies not later than 28 days after the date of the notice.

Dated this 06th February 2024
Director

NOTICE UNDER SECTION 311 (2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that:

TAG Management Ltd, a Domestic Company having its Registered Office at Suite 308, St James Court, St Denis Street Port Louis, Republic of Mauritius is to be removed from the Register of Companies, under Section 309(1) (d) (i) of the Companies Act 2001.

The Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Companies Act 2001.

Any objection to the removal under Section 313 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies not less than 28 days after the date of this notice, at latest the 26th March 2024.

Dated this 27th February 2024.
First Island Secretarial Ltd
Company Secretary

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONES

Take notice that Ramsurn Jairaj will apply to the District Council of Rivière Du Rempart for a Building and Land Use Permit for a proposed Staircase and Conversion of an Existing Building at Ground Floor to be used as a General Retailer Shop / Victualler and Beauty Parlour at First Floor and Addition of a Second Floor to be used as Apartment at Off Coastal Road, Roches Noires.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above Council within 15 days as from date of publication.

Dated 8th February 2024

CORRIGENDUM CHANGE OF MATRIMONIAL REGIME

Following a notice which was published in the issue of "Le Socialiste" dated the 12th January 2024, regarding a Change of Matrimonial Regime between **Saffick HOSANEE and Mrs Bibi Nooriah HOSANEE**, under the hand and signature of **Me. Afzal AGOWAN, Attorney at Law**, please read at line 7 of the said notice as follows:- "**Bibi Noorinah HOSANEE**" instead of **Bibi Nooriah HOSANEE**, as wrongly published.

Under all legal reservations.

Dated this 26th day of February 2024.

**Me. Afzal AGOWAN
ATTORNEY FOR Saffick HOSANEE**

NOTICE UNDER SECTION 311 (2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that François Venin Hospitality Solutions Ltd, a domestic company, having its registered office at Coastal Road, Pointes aux Cannoniers, Mauritius is to be removed from the Register of Companies under Section 309 (1) (d) of the Companies Act 2001.

The Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Companies Act 2001.

Any objection to the removal under section 313 of the Companies Act 2001 shall be made to the Registrar of Companies within 28 days of the date of this notice.

The Director

February 26, 2024

DUBREUIL SENIOR CITIZENS ASSOCIATION Reg: 3904

ANNUAL GENERAL MEETING

Dear Members,

You are kindly invited to attend the Annual General Meeting on Wednesday 13th March 2024 at 3.00 p.m

Agenda: (1) Reading and approval of minutes of the last A.G.M.
(2) President's Report
(3) Treasurer - Financial report of the year 2023
(4) Election of office bearers 2024
(5) Appointment of Auditor
(6) Amendment of rules and regulations
(7) A.O.B

Members wishing to stand as candidate in the election of office bearers are kindly requested to send a letter by latest 07 March 2024.

Please send it to the Secretary
Seetah Mohiputtall

CHANGE OF NAME

NOTICE UNDER SECTION 36(2)(c) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the Private Company "**ISLAND HOMES LIMITED**" has by a special resolution passed on 28 December 2023 changed its name to "**IDEAL ISLAND HOMES LTD**" as evidenced by a certificate given under the hand and seal of the Registrar of Companies dated 13 February 2024.

Dated this 14 February 2024

**EXECUTIVE SERVICES LIMITED
Company Secretary**

Ankit Gupta jouera le rôle principal masculin dans la nouvelle émission Star Plus

Ankit Gupta, surtout connu pour son rôle de Fateh dans Udaariyan, a été vu dans l'émission de téléréalité Bigg Boss 16 et plus tard dans l'émission Junooniyatt. Maintenant que tout cela est terminé, on apprend que la star de la télévision populaire s'est lancée dans un autre projet.

Selon des sources continues, Ankit a été au centre de plusieurs rapports, dans lesquels l'acteur devrait faire partie d'une émission de téléréalité et il semble qu'il ait également été approché pour faire partie d'une prochaine série.

Dans un rapport précédent, il était indiqué que l'acteur, qui a conquis les cœurs l'année dernière avec son passage dans Bigg Boss 16, avait été approché pour Khatron Ke Khiladi. Avec lui, même sa co-star d'Udaariyan, Priyanka Chahar Choudhary, serait également en pourparlers pour l'émission de téléréalité basée sur les cascades. Bien qu'aucun d'eux n'ait donné de confirmation, des rapports récents sug-

gèrent qu'Ankit envisage également une nouvelle émission de fiction comme prochain projet.

Selon IWMBuzz, Ankit Gupta a été approché pour une émission de fiction télévisée sur Star Plus. Bien qu'il n'y ait eu aucune confirmation de la part de l'acteur ou de la chaîne, des informations indiquent qu'il s'agira d'un drame romantique et qu'ils sont actuellement en train de finaliser le rôle principal féminin. Ces rapports suggèrent également que les créateurs sont en pourparlers avec l'actrice marathi Rutuja Bagwe à ce sujet.

D'un autre côté, Ankit a gardé le silence sur ses projets à venir. En fait, une photo de lui et Priyanka Chahar Choudhary en train de tourner ensemble pour un projet a également trouvé son chemin sur les réseaux sociaux, ce qui a suscité des spéculations sur leur réunion pour un clip vidéo. Mais l'acteur n'a divulgué aucun détail sur cette aventure sans titre ni sur aucun de ses prochains spectacles.



Saira Banu rend un hommage sincère au chanteur légendaire Pankaj Udhas

Pankaj Udhas est décédé le lundi dernier après avoir été admis dans un hôpital de Mumbai pour une grave maladie.

Lundi, Bollywood s'est réveillé avec la nouvelle choquante de la triste disparition de la légende de la chanson Pankaj Udhas, surtout connue pour ses ghazals. Le chanteur emblématique souffrait d'une maladie prolongée et, après avoir été admis à l'hôpital Breach Candy de Mumbai, est décédé le lundi 26 février. Suite à son décès, de nombreuses célébrités ont utilisé les réseaux sociaux pour exprimer leur chagrin et présenter leurs condoléances à la famille endeuillée. Parmi eux se trouvait également l'actrice chevonnée et diva d'antan Saira Banu.

Étant l'épouse de feu Dilip Kumar, Saira Banu partage souvent de beaux messages et souvenirs sur les réseaux sociaux. Exprimant son chagrin face au décès du chanteur légendaire, Saira a également rendu un hommage spécial à Pankaj Udhas



sur la plateforme. Dans une note sincère, Saira Banu s'est adressée au chanteur comme à un ami cher qui, avec sa femme, a partagé des moments mémorables avec

Dilip Kumar Sahib et elle.

Dans cet article, elle a partagé une photo du lancement du DVD de Pankaj Udhas auquel elle et feu Dilip Kumar ont

assisté, car elle se souvenait avec tendresse de lui comme d'une personne exceptionnellement douce dans la légende. Elle a écrit : "Je suis attristée d'apprendre le décès de Pankaj Udhas Ji. Lui et sa femme nous rendaient fréquemment visite, Dilip Sahib et moi, chez nous. Pankaj Ji était d'une nature exceptionnellement douce et plein de charme d'antan. Il parlait toujours en un langage poétique et d'une extrême préciosité. Je me souviens avec tendresse de la jouissance de Sahib pour ses ghazals le soir ; la voix de Pankaj Ji coulait comme le son apaisant d'une rivière, offrant du réconfort à tous ceux qui l'écoutaient. Puisse-t-il reposer en paix, sa mémoire chérie dans nos cœurs. pour toujours."

Outre les acteurs de Bollywood, même les plus grands musiciens du pays ont également rendu hommage à la légende du chant et beaucoup d'entre eux ont également assisté aux derniers rites du Pankaj Udhas qui ont eu lieu mardi à Mumbai.



Esha Gupta embrasse gracieusement la tradition dans un superbe sari mangue-orange au Festival du film de Chitra Bharti

Dans la mode Bollywood, Esha Gupta se distingue comme une pionnière captivante. Connue pour son look saisissant et son sens du style impeccable, Gupta s'est taillé une place dans l'industrie en tant qu'icône de la mode. Avec sa fusion d'élégance et d'audace, elle continue d'inspirer les passionnés de mode du monde entier.

Lorsqu'Esha Gupta choisit d'emprunter la route traditionnelle, nous nous arrêtons simplement et regardons. Ses journaux intimes en sari allient souvent à la perfection élé-

gence et charme d'antan. Au Chitra Bharti Film Festival 2024 cette année, l'actrice a déployé une solide énergie de mode dans un sari orange mangue.

L'incontournable de six mètres comportait des broderies dorées et des pompons à volants à l'ourlet du pallu. Elle a fait une apparition à l'événement avec sa présence radieuse, ornée d'un sari en soie orange mangue à couper le souffle et d'un chemisier assorti. L'ensemble présentait un travail complexe de brocart d'argent le long des bordures et sur le sari, ajoutant à son attrait. Esha a été accessoirisée d'un délicat bracelet en or, d'un collier et de

boucles d'oreilles ornées de pierres précieuses, rehaussant son charme élégant. Gardant son maquillage discret, elle a opté pour une subtile couleur marron nude pour les lèvres, complétée par des notes de poudre bronzante et de surligneur sur ses joues. Un bindi orange a ajouté une touche de grâce traditionnelle. Ses cheveux étaient coiffés en un chignon élégant, complétant son look impeccable avec finesse.

Côté travail, Esha Gupta jouera dans le prochain film Tipsy avec Alankrita Sahai, Kainaat Arora et Raai Laxmi. Le thriller dramatique est réalisé par Deepak Tijori.

Après Love Aaj Kal, Vir Das et Kavi Shastri font équipe pour leurs débuts en tant que réalisateur

Le parcours du comédien-acteur Vir Das et du scénariste-producteur Kavi Shastri, d'acteurs de fond à co-réalisateurs, est une histoire de hasard qui a commencé sur les plateaux de tournage du film Love Aaj Kal de 2009. Vir Das s'est récemment rendu sur Instagram pour partager un retour nostalgique de leur première rencontre, ravissant les fans avec l'annonce

de leurs débuts en tant que réalisateur commun.

Dans une série de photos réconfortantes, Vir et Kavi peuvent être vus en train de profiter d'une tranquille séance de café, se remémorant leurs débuts dans l'industrie cinématographique. Une photo, en particulier, capture une image tirée de la chanson emblématique de Love Aaj Kal, « Twist », mettant en vedette le duo aux

côtés de l'acteur principal du film, Saif Ali Khan. Dans le film, Kavi a interprété le rôle de Jaat, tandis que Vir a donné vie au personnage de Shonty. Le message était accompagné de la révélation passionnante de Vir Das sur leur entreprise de collaboration derrière la caméra. Avec la légende : « Deux gars se sont rencontrés en tant qu'acteurs de fond dans Love Aaj Kal. Maintenant, ils réalisent un film ensemble. Ce sont eux en reconnaissance, où la règle

est qu'une seule personne est autorisée à siroter. @kavishastri #comingsoon », Vir Das a fait allusion à leur parcours commun depuis leurs débuts jusqu'à leurs partenaires créatifs.

L'annonce de la collaboration de Vir Das et Kavi Shastri en matière de réalisation a généré un buzz au sein de l'industrie du divertissement, les fans attendant avec impatience plus de détails sur leur prochain projet.

Un ancien joueur suédois d'Arsenal hospitalisé et sous respirateur après s'être effondré chez lui

L'ancien milieu de terrain d'Arsenal, Kristoffer Olsson, est hospitalisé sous respirateur après s'être effondré chez lui au Danemark, le 20 février. Le Suédois souffre d'une maladie cérébrale.

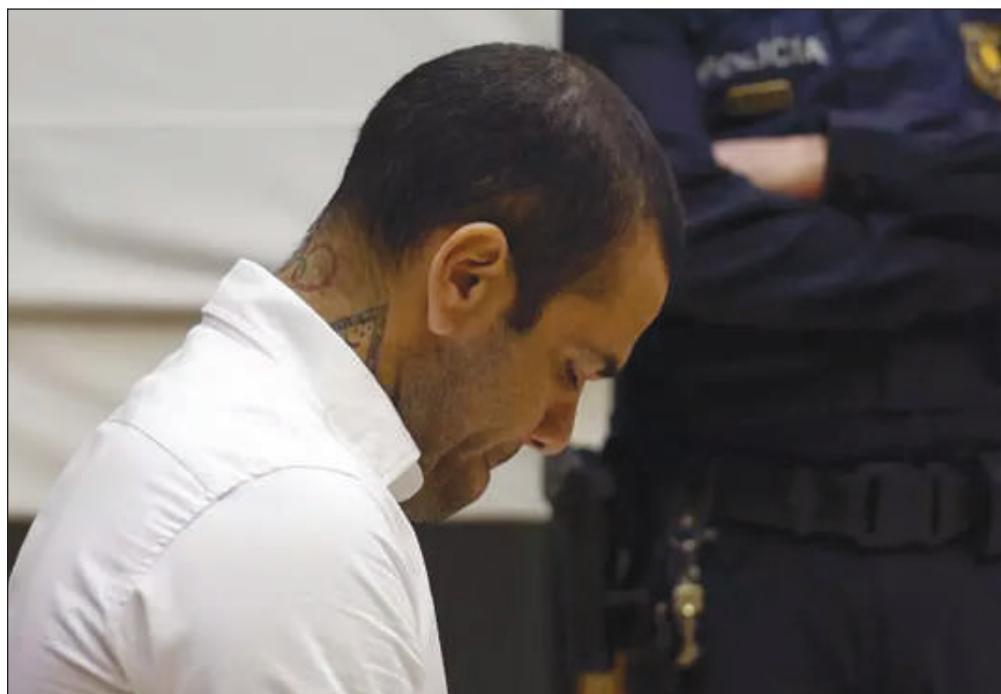
L'ancien milieu de terrain d'Arsenal Kristoffer Olsson a perdu connaissance à son domicile, le 20 février dernier, et a été transféré à l'hôpital universitaire d'Aarhus, où il est hospitalisé et sous respirateur, a informé son club, Midtjylland.

« Kristoffer Olsson est atteint d'une maladie apparemment aiguë liée au cerveau, qui n'est pas due à une quelconque forme d'automutilation, ni à des facteurs externes, précise le club danois dans un communiqué.

niqué publié ce mardi 27 février. Une équipe composée des meilleurs experts médicaux danois travaille actuellement d'arrache-pied pour établir un diagnostic et commencer le traitement approprié. »

47 sélections avec la Suède

Midtjylland, « profondément affecté par la maladie soudaine de Kristoffer », indique que le joueur est entouré par sa famille proche et membres du club. « Remets-toi vite, Kristoffer. Nous te souhaitons un prompt rétablissement », a écrit sur X (anciennement Twitter) Arsenal, où Olsson a évolué quatre ans (une apparition) avant de rejoindre successivement Midtjylland, l'AIK Stockholm, Krasnodar et Anderlecht, avant de faire son retour au Danemark en 2023.



Le Brésilien Dani Alves, ancienne star du Barça et du PSG, a été condamné jeudi par un tribunal de Barcelone à quatre ans et demi de prison pour le viol d'une jeune femme dans une discothèque de la ville en décembre 2022.

"Il existe des éléments de preuve qui, au-delà du témoignage de la plaignante, permettent de considérer le viol comme prouvé", a indiqué le tribunal dans un communiqué.

"L'accusé a brusquement saisi la plaignante, l'a jetée au sol et l'a pénétrée vaginale, en évitant qu'elle ne bouge, alors que la plaignante disait non et qu'elle voulait s'en aller", a-t-il ajouté.

Alves, qui est en détention provisoire depuis plus d'un an et va faire appel de ce verdict, selon son avocate, a également été condamné à verser 150.000 euros à la jeune femme et à se tenir éloigné d'elle pendant neuf ans et demi, ainsi qu'à cinq ans de liberté surveillée une fois sa peine purgée.

Dans sa décision, le tribunal a notamment mis en avant les lésions sur les genoux de la victime, les décrivant comme "le produit de la violence utilisée par M. Alves", ainsi que l'état émotionnel de la jeune femme après les faits et ses "séquelles" psychologiques actuelles.

Il a jugé, en outre, que le témoignage de la victime avait été "cohérent" tout au long de la procédure et qu'elle n'avait jamais voulu tirer un "intérêt économique" de cette affaire.

Peine inférieure à celle réclamée

La condamnation d'Alves, 40 ans, à l'issue de ce procès très médiatisé, qui s'est tenu début février, a fait réagir jusqu'au gouvernement de gauche espagnol, qui a fait adopter en 2022 une loi controversée sur le

Dani Alves, ex-star du Barça, condamné à quatre ans et demi de prison pour viol

consentement sexuel explicite.

"C'est terminé!", a déclaré la numéro trois de l'exécutif, la ministre du Travail communiste Yolanda Diaz, en référence au slogan de l'équipe féminine de football après le baiser forcé l'an dernier de l'ex-président de la Fédération Luis Rubiales à la joueuse Jenni Hermoso.

"Fini le machisme, finies les agressions sexuelles! J'espère que cela servira de mesure exemplaire", a-t-elle ajouté dans les couloirs du Parlement.

La peine infligée à Alves est toutefois bien inférieure à celle de neuf ans requise par le parquet.

Alves a, en effet, bénéficié de l'adoption de la loi sur le consentement, destinée à renforcer l'arsenal contre les violences sexuelles, mais qui a paradoxalement eu pour effet pervers d'entraîner des réductions de peines. Ainsi, dans le cas d'Alves, la peine plancher a été abaissée à quatre ans, contre six auparavant.

Face à la polémique, le Parlement avait réformé cette loi l'an dernier, mais trop tard pour qu'Alves soit concerné.

Le tribunal a, par ailleurs, considéré le versement par le joueur, dès le début de la procédure, de 150.000 euros visant à dédommager la victime comme une circonstance "atténuante", car Alves a, selon les juges, montré ainsi sa volonté de "réparation".

"Pas de carte blanche"

Alves se trouvait la nuit du 30 au 31 décembre 2022 avec un ami dans une zone VIP de la discothèque Sutton, après être rentré du Mondial au Qatar.

Selon l'acte d'accusation, l'ex-international brésilien avait alors offert du champagne à la victime, à sa cousine et à une amie et l'aurait ensuite invitée à le suivre dans une pièce attenante comportant des toilettes.

Là, selon le ministère public, il aurait eu une "attitude violente" envers la jeune femme, qui a vécu une "situation d'angoisse et de terreur".

Dans sa décision, le tribunal a balayé la défense du joueur, qui avait nié lors du procès tout viol, affirmant que la jeune femme avait dansé "collée" à lui dans la discothèque et qu'il y avait entre eux "une tension sexuelle".

Mettant en avant le caractère fondamental du consentement, il a estimé que "ces attitudes (...) ne signifient pas donner une carte blanche à (...) une agression postérieure".

La défense d'Alves a été fragilisée par ses nombreux changements de versions. Après avoir affirmé n'avoir jamais rencontré la plaignante, le joueur avait justifié son mensonge en expliquant avoir voulu protéger son mariage, avant de finir par reconnaître une relation sexuelle, mais selon lui consentie.

Footballeur parmi les plus titrés de l'histoire, Dani Alves a connu la période la plus glorieuse de sa carrière au Barça, entre 2008 et 2016, remportant 23 trophées.

Au moment de son incarcération, Alves, qui a aussi évolué à Séville (Espagne), à la Juventus de Turin (Italie) et au Paris Saint-Germain, jouait dans le club mexicain des Pumas qui l'a immédiatement licencié.

Manchester United

L'avenir de Ten Hag incertain. De Zerbi dans le viseur

Battu par Fulham (1-2) samedi, Manchester United a enregistré sa dixième défaite de la saison en Premier League. Ce nouveau revers fragilise un peu plus Erik ten Hag, un entraîneur menacé depuis plusieurs mois. Mais le Manchester Evening News assure que l'avenir du Néerlandais chez les Red Devils n'est pas encore scellé.

À sein du club, on assure que la saison ne sera pas ratée si l'équipe remporte la

FA Cup et se classe dans le Top 4 du championnat (MU est 6e avec 8 points de retard sur le 4e). Conséquence, le nouvel actionnaire Sir Jim Ratcliffe n'a donc pas encore acté un changement de coach en fin de saison.

En cas de départ de Ten Hag, Roberto De Zerbi figure sur la liste de cibles potentielles, précise le média britannique. Auteur d'un bon travail avec Brighton, l'Italien est aussi courtoisé par le FC Barcelone pour la saison prochaine.

